

**Accord professionnel**  
**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**

AVENANT N° 2 DU 7 MARS 2018  
MODIFIANT L'ACCORD DU 6 NOVEMBRE 1998 SUR L'ORGANISATION,  
LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET SUR L'EMPLOI

NOR : ASET1850913M

Entre :

CAPEB ;

FFB ;

FFIE <sup>(1)</sup> ;

SCOP BTP <sup>(1)</sup>,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

CFDT FNSCB ;

CFE-CGC BTP ;

FO BTP,

D'autre part,

Dans le cadre de la révision des deux conventions collectives des ouvriers du bâtiment, les partenaires sociaux du bâtiment se sont réunis afin d'harmoniser les dispositions conventionnelles applicables aux salariés employés par les entreprises relevant du bâtiment, dans le cadre de l'accord national du 6 novembre 1998 en matière de contingent annuel d'heures supplémentaires,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent avenant est applicable en France métropolitaine, Corse comprise, à l'exclusion des DOM-TOM, aux employeurs relevant de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises de bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire entreprises occupant plus de 10 salariés) et à l'ensemble de leurs salariés (ouvriers, ETAM et cadres).

---

(1) Signataires initiaux des accords antérieurs.

## **Article 2**

Pour les salariés relevant du bâtiment, le titre 2, alinéas 1 et 2, de l'accord national du 6 novembre 1998 sur l'organisation, la réduction du temps de travail et sur l'emploi et l'aménagement du temps de travail est annulé et remplacé par :

« Les entreprises peuvent utiliser pendant l'année civile un contingent d'heures supplémentaires, dans la limite de 265 heures par salarié.

Ce contingent est augmenté de 35 heures par an et par salarié pour les salariés dont l'horaire n'est pas annualisé. »

## **Article 3**

Conformément au code du travail, le présent avenant sera déposé à la direction générale du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

## **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Paris, le 7 mars 2018.

(Suivent les signatures.)